L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.
No. 63 rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI, MATIN 17 AVRIL 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS
HENRY CLAY,
DE KENTUCKY.
Soumis à la décision d'une Convention Nationale

COMME L'ON PAYE SES DETTES.

Le sauvetage d'Orient présente bien, pour le succès de Mr. Thiers, une plus belle occasion que celle de consoler, ce dernier, après la défaite du 12 octobre dernier. Le sauvetage n'a pas voulu donner cette correction au sensitif ami de Dupré, persuadé qu'il aurait cru salir ses mains, en lui appliquant sur la face rebondie d'un mauvais coup de main.

17 avril — JULES DUPUY.

Beaucoup de personnes désirent avoir notre avis raisonné et il en résulte que la majorité va trop fortement pour ce que les avis sont mis de côté.

Nous prions donc nos abonnés d'adopter leurs avis de bonne heure.

DU TRAITE FRANCO MEXICAIN.

Il serait curieux d'examiner avec sévérité, le traité dancé aumoins de quelques uns des préjugés et gances de l'opinion publique. En voyant de près, l'hétérogène de la plus fantasque et la surexcitation de leurs opinions, on soupçonnerait facilement qu'une confiance ils pourront inspirer.

Pour nous borner à un seul point, prenons la question Franco-Mexicaine. Pendant la durée du blocus, on disait que le commerce américain avait beaucoup à en souffrir, peut-être en avait raison; un manifestant le désir de voir promptement s'opérer les difficultés et en effet aucun opinion, en allant même jusqu'à menacer la France d'une guerre si elle ne levait le blocus au plus vite et l'on s'écriait alors *il faut en finir*: ici on n'était que ridicule.

Mais plus tard, lorsque fut la nouvelle annonçant qu'un traité devait être signé très prochainement, on donna le change par impossible, quand on eut officiellement que le traité avait été signé, on sentit envers et contre tous qu'il ne serait que partiels maintenant que la nouvelle de la ratification en vaque donner un nouveau démenti à ces prophètes on va partout criant que le traité (dont on ignore la teneur) est bonteux pour la France.

Il n'est pas besoin de faire remarquer la contradiction du langage tenu sur sur la même question à différentes époques. Il est trop évident qu'un préjugé alors pour la paix et qui maintenant en voudrait la guerre.

Mais nous ne pouvons nous empêcher, de faire observer qu'en envisage la question d'un faux point de vue.

Un journal français peut soutenir que le traité d'un pas aussi favorable qu'il aurait dû l'être; il peut la dessus accuser le gouvernement de faiblesse, blâmer procher d'avoir fait des concessions; il le peut, car c'est un texte à déclamation, qui en vaut bien un autre, pour faire de l'éloquence et flatter les passions. Mais ce rôle convient-il à un journal américain! C'est ce que nous ne pensons pas.

Il ne nous appartient pas de faire de la politique exclusivement française; pour les Etats-Unis, ce sont les intérêts des Etats-Unis et aux yeux de la Louisiane que nous devons placer au premier rang, en examinant une question quelconque.

Pour nous donc, la question se réduit à examiner si le traité de paix nous est utile. Et cependant il est évident que nous n'avons rien à gagner dans une querelle entre deux puissances amies, qu'au contraire nous y avons beaucoup à perdre, puisque notre commerce doit son fir considérable augment du résultat du blocus, nous devons accueillir favorablement toute pensée, un traité de paix qui nous rende les produits de débouchés avantageux. Notre intérêt *à nous*, Louisianais, c'est la liberté des communications, c'est l'activité de notre commerce; le blocus nous était nuisible en entravant nos relations mercantiles, donc le traité de paix qui lève ce blocus qui détruit ces entraves, nous est avantageux. Quant à la discussion des conditions du traité, cela ne nous regarde qu'indirectement, par cela de nos sympathies pour la France.

Ainsi il ne nous convient nullement de déclamer contre le gouvernement français, relativement aux clauses d'un traité qui ne nous semble pas obtenu parfaitement. D'abord, parce que c'est perdre son temps que de raisonner sur des hypothèses, surtout en pareille matière; ensuite parce que toutes les probabilités, d'après les renseignements obtenus, sont en faveur de la France et enfin parce que, après tout, ce traité nous étant avantageux, nous devons l'accepter comme tel et laisser à la presse française le soin de disputer la question, et question il y a, de savoir si le traité est, ou n'est pas contraire à l'honneur de la France.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.
New-York 2 avril 1839.

Des bruits courent en ville sur un changement du cabinet à Washington. Le Globe dit cependant que ces bruits sont sans aucun fondement. L'opinion du Globe à ce sujet peut être bien motivée, pour dire, je croirais que M. Kendall a grandement d'être mutué secrétaire du trésor, et si tel est son désir, il sera satisfait, car il a une très grande influence sur M. Van Buren. Dans le fait, je désirerais me tromper et que M Van Buren fut retenu par l'influence trop reconnue de son protégé. Je ne serais donc pas étonné si M Woodbury était démis de ses fonctions.

Le beau frère de M. Woodbury est passé en ville la semaine dernière, se rendant de Washington au Massachusetts. Lui aussi est un homme en place quant par sa position que par ses rapports de famille, il doit être bien informé à ce sujet. Dans son séjour ici, il a dit en conversant avec quelques uns de ses amis, que son frère M. Woodbury allait donner sa démission et que M. Amos Kendall devait lui succéder dans ses fonctions. Je me prétendrement bien que ce propos a été tenu par le beau frère du secrétaire du trésor actuel, et quoiqu'en dise le Globe, je n'ai aucun doute que quelque changement à cet égard n'arrive.

On s'occupe aujourd'hui activement des élections du maire et des membres de la corporation de la ville qui doivent avoir lieu mardi. La nuit dernière les locos focos ont parcouru les différents districts de la ville musique en tête, bannières déployées et torches allumées, pour faire des recrues dont ils ont grand besoin.

Le candidat whig pour la place de maire sera probablement élu à une majorité plus prononcée. La ville est divisée en 17 districts, dans *neuf* desquels les whigs espèrent avoir la majorité. Le résultat des élections ne sera pas connu avant le 12. Si les whigs l'emportent, comme cela est probable, n'en est-il de Loco-focoisme dans tout l'Etat.

SUR LE BESOIN D'UNE UNIVERSITE DE LOUISIANAISE.

On se rappelle que dans la session qui vient de finir un bill fut présenté à l'assemblée générale, ayant pour but de donner au gouverneur l'autorisation de nommer trois inspecteurs des écoles, trois inspecteurs devenant, à la suite de leur tournée d'examen dans les collèges et institutions subventionnées par l'état, adresser au secrétaire d'Etat leur mémoire, envoyé à l'assemblée générale par le secrétaire d'Etat, devant exposer le pouvoir législatif de l'état de Louisiane et signaler les abus, toutes en indiquant les améliorations à établir.

Ce bill reçut l'approbation du sénat et fut envoyé à la chambre des représentants pour obtenir sa sanction; mais la session fut close avant que cette chambre pût s'en occuper; l'assemblée législative n'a donc pas eu à ouvrir pour l'élection de la jeunesse louisianaise, mais ne parut pas contenir dans sa bonté une garantie suffisante de succès; en effet, il y avait une question d'une nomination de trois inspecteurs, mais nullement du retour périodique de ces inspecteurs. Nous allons indiquer tout à l'heure comment le corps des inspecteurs se rattache à notre plan d'une Université Louisianaise.

Nous allons profiter du retard apporté à la sanction définitive de ce bill, pour soumettre à des lecteurs, et aux personnes qui sont à même de voir imprimer à l'éducation une direction uniforme et plus en harmonie avec le besoin de pour enjeur plus sentit d'une instruction solide et progressive, quelques idées qui, étudiées et mûries par les hommes qui ont le plus d'expérience sur cette matière, pourraient amener à la fondation d'une université qui seule pourrait imprimer à l'instruction cette marche uniforme, la plus importante sauvegarde des bonnes études.

Le moment nous paraît opportun de nous occuper de cette question; en effet, le besoin se fait sentir dans toutes les paroisses de l'Etat, le besoin d'une impulsion qui fait sentir non seulement dans les différentes branches de l'instruction, mais se manifeste encore par la fondation de collèges et institutions où les parents qui sentent l'importance de l'éducation qui a manqué à la jeunesse actuelle, désirent pouvoir donner à leurs enfants; le bill que nous avons rappelé ci-dessus n'est que l'expression de ce besoin.

Malheureusement nous voyons aussi entre dans ces idées beaucoup prématurées et méthodes différentes qu'il y a de suivre dans l'éducation, et lorsqu'un enfant quitte une institution pour entrer dans une autre il doit pour ainsi dire recommencer un nouveau cours pour bien comprendre les leçons de ces nouveaux professeur; il sera continuellement toujours impossible d'obtenir que les maîtres s'entendront de la même manière, mais on diminuerait singulièrement les inconvénients de ces variations de méthode, en mettant entre les mains des enfants dans chaque collège ou institution les mêmes auteurs dans les classes correspondantes, de manière à ce qu'un élève, quittant une institution pour une autre, retrouvât, sinon la même méthode d'enseignement, du moins cette gradation progressive dans ses études, qui seule peut lui donner une instruction complète et suivie.

C'est le but que l'on atteindrait indubitablement par la fondation d'une université Louisianaise.

Dans un prochain article, nous indiquerons quelles pourraient être les bases de cette université et nous en démontrerons les bienfaits.

Quant au mode d'instruction et d'enseignement, nous n'aurons pas besoin de chercher de la théorie pour trouver un exemple à suivre. Le collège de Georgetown est sans contredit, dans l'état, celui où l'éducation est le mieux entendue et le mieux dirigée; en prenant ce collège pour modèle, on ne pourrait certainement pas obtenir de bien grands changements dans ses études aussi élevées, mais on pourrait en outre ouvrir pour les classes élémentaires la grande carrière d'enseignement adopté pour ces mêmes classes dans ce collège; alors on comprend facilement qu'un élève désirant compléter ses études pourrait entrer dans un collège supérieur, et les rapports qui existent entre les maîtres amènent sans s'exposer à changer de système.

Pour arriver à ce but il faudrait que l'on fît tant pour toutes les institutions faisant partie de l'université, que un seul centre d'action, qu'un seul principe dirigeant, quand d'un grand centre d'émulation et d'activité. Notre second article s'occupera de désigner quelles sont les collèges et institutions qui seraient partie de l'université et comment serait composé le grand conseil.

J'arrive maintenant à la corps d'inspecteurs des études que j'ai établi dans le bill précédemment rappelé; dans ce bill j'établissais que les inspecteurs devaient visiter les institutions subventionnées par l'état, leurs inspections devaient amener été de constater la position actuelle, la situation réelle de l'instruction, de signaler les abus à réprimer, les améliorations à établir; mais il n'était aucunement parlé du resolvellement de son travail d'examen. Or, sans ce renouvellement, cet examen n'était qui paye, et qui dès savoir si les fonds dont il fait le sacrifice, sont employés convenablement et avec fruit pour ceux en vue de qui ils ont été faits, auraient-il qu'les abus eût été réprimés et les améliorations établies.

D'après notre système il serait fort judicieux que les inspecteurs fissent nommés pour une ou plusieurs années, bien qu'il tombe sous le sens qu'alors mêmes nommés eussent plus propres à remplir les mêmes fonctions que des hommes nouveaux, ainsi qu'il serait important de commencer, on serait à même plusieurs années par exemple, de connaître d'examen. Ces nouveaux choix amèneraient forcément le corps des inspecteurs de l'université qui, amenant de leurs tournées d'examen, devraient adresser au grand conseil

NOUVELLE ORLEANS
Nouvelle Compagnie de Diligences
ENTRE LA NOUVELLE-ORLEANS ET LA CAMPAGNE.
Les Diligences de cette Compagnie partiront régulièrement tous les jours, à 7 heures du matin, de la rue Chartres, vis-à-vis le Théâtre d'Orléans, pour les différentes villes et villages de la campagne.
Les Diligences arriveront régulièrement tous les jours à 7 heures du soir.
Les Diligences partiront régulièrement tous les jours